



**Stater
Sozialisten**

Luxembourg, le 28 avril 2017

**Communiqué
de presse**

Nouveau PAG de la Ville de Luxembourg : « Une vision du passé pour une ville de demain ! »

Le plan d'aménagement général (PAG) est l'instrument de planification et de pilotage essentiel au développement cohérent de la ville. Cette politique de planification urbaine doit se faire dans l'intérêt de tous. Or, le nouveau PAG, comme l'ancien, sert surtout les intérêts particuliers de promoteurs immobiliers. Le nouveau PAG, dont le Conseil communal a discuté aujourd'hui, n'est que la continuation du Plan Joly, à orientation très libérale, entré en vigueur il y a plus de 25 ans. La chance de mettre en réseau d'importants projets dans l'intérêt commun et de donner la priorité à l'espace public a été manquée.

Une des conséquences les plus néfastes de cette politique du laissez-faire depuis maintenant 40 ans, est le déséquilibre croissant entre logements disponibles et espaces de bureaux. D'après les calculs réalisés dans le cadre de l'étude préparatoire, en 2030 la ville comptera 152.000 habitants pour 222.000 postes de travail. Cette situation a d'ores et déjà un impact considérable sur la mobilité et la qualité de vie en ville. Le nouveau PAG n'apportera pas le changement de paradigme réclamé par le LSAP.

Le nouveau PAG n'apporte pas non plus de réponse aux dérapages du passé ayant conduit à la disparition de la vie de quartier. Rares sont aujourd'hui les quartiers dotés de commerces de proximité et profitant d'un accès adéquat aux transports publics. Dans ce contexte le LSAP relève également la nécessité absolue de conserver le patrimoine architectural, ainsi que de sauvegarder le tissu social et historique de nos quartiers. Là aussi, le PAG pêche par l'absence de mesures concrètes et adaptées.

Il est inacceptable pour le LSAP que la hausse constante des prix de l'immobilier en ville, dont la politique échevinale est en partie responsable, cimenter l'exclusion sociale des personnes les plus défavorisées. Comment une famille avec un revenu modeste peut-elle de nos jours se permettre d'habiter en ville ? Le Conseil échevinal s'est contenté d'une gestion passive du parc immobilier à sa disposition, alors qu'il aurait fallu accompagner activement la conception de logements abordables pour tous.

Pour toutes ces raisons, le LSAP n'a pas voté le nouveau plan d'aménagement général de la Ville de Luxembourg et continue de plaider pour une politique d'inclusion et de participation du plus grand nombre. Le vote d'aujourd'hui confirme la politique libérale du passé en matière de développement urbain. Il s'agit tout simplement de l'annonce réitérée d'un échec programmé.